

Déclaration aux journalistes du Mouvement Jeunes communistes de France:

Suite à l'expulsion des trois Afghans contre leur volonté dans la nuit de Mardi à Jeudi, les jeunes communistes ont donc décidé ce matin de porter plainte contre le ministre de l'immigration M. Eric Besson pour Mise en danger de la vie d'autrui.

Juridiquement, le procureur nous a indiqué que la plainte ne peut être reçue car les jeunes communistes ne peuvent pas être définies comme étant directement victime d'une infraction.

Cependant, nous demandons au procureur d'entamer une procédure.... et nous allons envisager les suites que nous pouvons donner à cette initiative.

Car cela ne peut pas rester sans suite.

En effet, l'Afghanistan étant un pays en guerre, à laquelle participe la France, M.Besson a donc décidé de soumettre volontairement ces trois afghans à un danger possiblement mortel.

Car oui, faut- il le rappeler, l'Afghanistan est un pays où la France fait la guerre!

Si aujourd'hui nous parlons de mise en danger de la vie d'autrui, c'est encore parce que rien n'est arrivé. Si l'un des afghans expulsé venait à périr des conséquences de la guerre, nous pourrions alors parler de complicité de meurtre!

Oui les mots sont forts, mais c'est bien pour que l'on prenne la mesure de l'ignominie et de la lâcheté dont fait preuve Mr Besson, aux ordres du gouvernement UMP.

Pire, Eric Besson est pris en flagrant délit de mensonge! Un mensonge d'Etat!

D'abord, il avait assuré mardi qu'aucun avion ne partirait vers Kaboul! Il a finalement décollé de l'aéroport de Roissy plutôt qu'à celui de Lille où des militants, dont des jeunes communistes les y attendaient.

Le ministre de l'immigration a aussi soutenu que les expulsés ne couraient « pas de risque » à Kaboul, d'où ils sont selon lui, originaires.

Second mensonge!!!

Hier soir, selon les informations recueillies par la correspondante d'Europe 1 à Kaboul, les trois hommes, âgés de 18, 19 et 22 ans, ne sont pas originaires de la région de Kaboul. "L'un vient de la province de Paktia, l'autre de Baghlan, le dernier de Parwan", a détaillé le général Mohammad Omar Ayar, vice-ministre aux réfugiés et au rapatriement.

"Ces trois Afghans ne peuvent actuellement pas rentrer chez eux", assure le vice-ministre car les zones d'où ils viennent sont extrêmement dangereuses!

Celui-ci ajoute: "On est complètement opposé à ce qu'ils ont fait. Et c'est contraire aux droits de l'Homme et aux droits internationaux. Ce n'est pas bien de ramener de force ces Afghans, surtout originaires de ces provinces où il y a la guerre, les talibans, le terrorisme",

"Les Français ont des troupes qui se battent ici. Si la sécurité était bonne dans le pays, pourquoi seraient-elles là ?", s'interroge-t-il avant de lancer un appel : "Nous demandons aux pays européens qu'ils ne renvoient plus d'Afghans tant que la sécurité n'est pas assurée dans le pays."

Et dans un cynisme extrême, Mr Besson a ajouté que le gouvernement français, va « leur payer l'hôtel pendant quinze jours »! C'est comme offrir la geôle avant de passer dans les mains du bourreau!

Car là bas, le vice ministre afghans lui même en témoigne, il n'y a pas comme nous l'explique la droite de « guerre préventive », de « dommages collatéraux », ni de « frappe chirurgicale »! il y a une guerre tout court ,faite de sang et de larmes!

De plus, Il y a quelques jours, dans une note adressée au futur président afghans, 16 organisations non gouvernementales et organisations de la société civile, afghanes et internationales ont demandé que des améliorations soient apportées d'urgence dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des droits de l'homme.

Ces mêmes ONG ajoutent: « la situation est grave et exige une action urgente de la part du gouvernement afghan et des principales parties prenantes. »

ou encore: « chaque demi heure environ, une femme afghane meurt de complication liées à la grossesse et une autre de tuberculose ».

Oui il y a bien quelque chose de pourri au royaume de France! Tout vient accabler la politique de Mr Besson et Sarkozy ! Hier matin encore un soldat britannique a été tué dans une explosion!

Avec ce gouvernement nauséabond, qu'il soit dit aux citoyens afghans, irakiens, bir-mans, nord coréens, soudanais... que s'ils veulent fuir leur mort annoncés dans leurs pays, que ce n'est plus en France qu'il faut venir. **Car la France a décidé de devenir le complice officiel et assumé de leurs bourreaux.**

Complice officiel car le gouvernement français ne peut pas dire qu'il ne savait pas! Les faits l'accable!

Il y bien longtemps qu'un gouvernement français ne venait pas d'écrire une page

aussi honteuse et ignoble de notre République!

Une page qui remet en cause les valeurs défendues par la convention européenne des droits de l'homme et la charte des droits fondamentaux.

Enfin, avec cette expulsion, la France renoue avec la misérable procédure « de vol groupé » à laquelle elle n'avait plus eu recours depuis 2005 grâce aux interventions du Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) ou de la cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

L'envoie indigne d'un avion vers Kaboul est donc marqué du sceau d'une double injustice: évidemment l'expulsion d'afghans dans un pays en guerre au mépris du droit d'asile.

Et plus largement la seconde injustice: celle d'une expulsion quelle qu'elle soit.

Car si les jeunes communistes ont tenu ce matin à déposer plainte sur le cas particulier de l'Afghanistan, c'est aussi pour dénoncer la situation générale faite aux résidents étrangers dans ce pays que l'on pouvait encore qualifier jusqu'à il y a peu de temps de celui des droits de l'Homme.

Au quotidien, nous le savons, ce sont des familles séparées, des couples déchirés, des travailleurs sans papiers exploités sans vergogne, de nombreux résidents étrangers souvent depuis plusieurs années que l'on prive de tous les droits!

Nous faisons donc cet acte symbolique pour dénoncer, et surtout pour ne pas banaliser!

En effet, L'armée du crime, le film de Guédiguian sur le clan Manouchian, était encore il y a peu de temps sur les écrans.

En le voyant on ne peut s'empêcher de trouver une résonance glaciale avec l'actualité. Hier la traque des juifs, aujourd'hui celle des sans papiers. Hier les camps d'internements de Drancy, aujourd'hui les centres de rétention de Vincennes. Hier les trains de la mort, aujourd'hui les sharters de la honte!... Bien sûr ces actes ne sont ni dans la même proportion, ni au service de la même idéologie...

Néanmoins, au regard de ce film, cela nous rappelle une chose: c'est que le point culminant dans l'horreur n'a jamais été atteint immédiatement, il a toujours évolué progressivement, quotidiennement, peu à peu prospérant sur l'accoutumance, l'habitude et dans l'indifférence.

Car si la finalité des politiques de répression d'hier et d'aujourd'hui ne sont pas les

mêmes, elles s'alimentent toujours sur le même terreau puant du rejet de l'autre.

Car oui l'État français envoie aujourd'hui à la mort ceux qui la fuient. C'est le cas pour les réfugiés Afghans.

Mais comment ne pas le dire autrement des sans papiers morts ici en France en fuyant la police?

Comment ne pas le dire autrement des suicidés en centre de rétention?

Car la politique d'immigration a déjà tué aussi à l'étranger les expulsés du territoire, déboutés du droit d'asile parce que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ne veut pas croire les dangers encourus dans leur pays. Ainsi, Elanchelvan Rajendram, père de famille sri-lankais et tamoul, a été abattu par l'armée, il y a deux ans, devant sa maison sous les yeux de sa femme, quelque temps après son expulsion de France.

Et comme il y a 60 ans, il ne fait pas bon être solidaires des ces victimes. Le délit de solidarité n'existe pas nous dit Besson?

Encore un mensonge!

Le documentariste José Chidlovsky pourrait risquer 5 ans de prison et 30 000 euros d'amende pour avoir hébergé à son domicile une protagoniste de son film « journal de sans papiers »!

C'est pour cela qu'aujourd'hui il faut dire stop! Besson a atteint le point culminant de l'ignominie!

Nous réclamons donc le retrait immédiat des troupes françaises en Afghanistan.

Nous relayons également les exigences de l'appel européen de France terre d'asile:

- La suspension temporaire des renvois forcés vers l'Afghanistan tant que règnent, dans ce pays, le chaos et l'insécurité généralisée
- La recherche de solutions immédiates de protection sans porter préjudice à la possibilité de demander l'asile. Les États membres, individuellement ou collectivement, ont le pouvoir et les outils nécessaires permettant de reconnaître des protections temporaires ou humanitaires comme ils ont su le faire à d'autres occasions, notamment lors de la guerre des Balkans.

Enfin, de manière plus générale, nous exigeons le retrait de toutes les lois ou directives visant à discriminer et à traquer les sans papiers.

Nous exigeons la régularisation de tous les sans papiers.

Nous demandons le droit de vote et d'éligibilité pour tous les étrangers.

Nous demandons, une réelle politique de co-développement qui commence par l'annulation de la dette des pays pauvres.

Nous voulons un monde où chacun peut se déplacer librement, comme il l'entend.

La droite de Sarkozy a décidé de renouer avec son extrême. A tous les citoyens qui se sentent souillés, humiliés par cette politique de la honte, à tous les citoyens attachés au serment fondamental de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, nous appelons à entrer en résistance!